



AGRICULTURE ET ALIMENTATION

Glyphosate : le terrain dément le discours du gouvernement et de la FNSEA

C'est l'argument massue du ministère de l'agriculture comme de la FNSEA : le glyphosate serait nécessaire pour éviter le labour. Pourtant, de plus en plus d'exploitations se passent à la fois du labour et des herbicides. Une méthode de culture en attente de soutien public.

Amélie Poinssot - 2 octobre 2023 à 18h15

Un produit incontournable. Selon le ministre de l'agriculture Marc Fesneau, qui soutient la ré-homologation du glyphosate sur laquelle le Conseil européen doit statuer la semaine prochaine, on ne peut pas se passer de l'herbicide. C'est ce qu'il a affirmé à [Mediapart](#) le 21 septembre : « *Quand vous faites de l'agriculture de conservation, il n'y a pas de solution. Et donc pour l'instant, il n'y a pas de solution. Voilà. C'est tout.* »

C'est *stricto sensu* la ligne de la FNSEA. Son président [Arnaud Rousseau](#) n'a cessé de le répéter depuis fin août : « *Ce modèle [de l'agriculture de conservation des sols] a besoin de 1,5 à 2 litres de glyphosate par hectare et par an, car le glyphosate permet de désherber les champs non labourés*, disait-il à [Ouest France](#) le 10 septembre. *Si on est cohérent, on ne peut pas détruire le modèle qui est le plus vertueux.* » La Coordination rurale, autre syndicat ancré à droite, soutient également la ré-homologation du glyphosate.

Mais qu'est donc cette agriculture de conservation des sols soudainement brandie comme étendard pour défendre l'herbicide le plus vendu au monde, en dépit de sa dangerosité ? Est-il vrai que cette méthode ne peut se passer de glyphosate ?

L'agriculture dite de conservation des sols est une technique de culture qui s'interdit le labour. Pratique

ancestrale de retournement de la terre afin, entre autres, d'ôter la végétation gênante pour les cultures, le labour contribue, sur le long terme, à l'érosion des sols et à la disparition d'innombrables organismes vivants. S'en passer permet donc de retrouver de la fertilité, mais cela suppose d'éliminer la végétation autrement si l'on veut faire pousser quelque chose sur son champ.

Pour cela, l'agriculture de conservation recourt aux herbicides. Cette combinaison de non-labour et de produit chimique a commencé à se développer en France à la fin des années 1980 à travers des réseaux d'agricultrices et d'agriculteurs prenant exemple sur le continent américain, où la technique était plus répandue. D'abord avec l'appui du paraquat – herbicide puissant qui sera finalement interdit en 2007 dans l'Union européenne en raison de sa toxicité –, puis avec le Roundup, produit commercialisé par Monsanto à partir de 1974.

Dans les premières années, ces réseaux sont liés à Monsanto – racheté depuis par l'Allemand Bayer –, ainsi que le raconte [la thèse de sociologie](#) de Frédéric Goulet : dans son travail soutenu en 2008, le chercheur y montre que la firme phytosanitaire avait l'un de ses salariés au sein d'une des associations de mise en pratique de l'agriculture de conservation.

Aujourd'hui, si le ministère ne dispose pas d'évaluation chiffrée de la pratique, Frédéric Thomas, l'un des pionniers français en la matière, estime qu'environ 10 % des agriculteurs et agricultrices s'y seraient convertis. Entre deux maux, labour et recours aux pesticides, ils sont devenus de plus en plus nombreux à estimer que le premier est plus grave que le second. Ce sont ces réseaux qui aujourd'hui défendent *mordicus* la molécule contestée. Comme s'il fallait choisir entre la peste et le choléra, comme s'il n'existait aucune alternative.

Maraîchage sur sol vivant

Ce type d'approche, cependant, bloque toute réduction des pesticides, souligne l'agronome membre d'Agir pour l'environnement Jacques Caplat : « *Quand on est en agriculture de conservation et qu'on dit qu'on ne peut pas*

se passer de glyphosate, on n'est pas dans une évolution, on est dans une impasse. La logique du bio est inverse : on se passe des produits chimiques, puis on limite au maximum le labour. C'est comme ça qu'on évolue techniquement. »

Surtout, poser le problème sous la forme d'une telle équation, c'est faire croire qu'il est impossible de se passer à la fois du labour et de la chimie, alors qu'en réalité, d'autres méthodes existent, et que de nombreux agriculteurs et agricultrices sont en train de les expérimenter. C'est le cas en maraîchage, où la technique dite du maraîchage sur sol vivant a le vent en poupe.

C'est aussi possible en viticulture et en arboriculture, où l'on peut faire pâturer des bêtes pour désherber. Et c'est en train de se développer sur les grandes surfaces de culture, où cela paraît, de prime abord, plus compliqué. *« Sur le terrain, c'est très créatif et innovant, souligne le sociologue Frédéric Goulet. Il est regrettable que les discours politiques n'évoluent pas là-dessus. »*

Un réseau professionnel existe même depuis deux ans, c'est l'association ABC, pour « Agriculture biologique de conservation ». Et un peu partout sur le territoire, des groupes locaux, souvent rattachés à la FNAB, la Fédération nationale de l'agriculture biologique, lancent des expérimentations. Noëlle Delattre est l'animatrice de l'un de ces groupements, Bio en Hauts-de-France. *« Notre ambition, dit-elle à Mediapart, c'est de parvenir à faire des semis directs en bio, c'est-à-dire semer sans travailler le sol. »*

Pour cela, on commence par implanter ce que l'on appelle des couverts végétaux : un mélange de plantes de façon que la terre ne soit jamais à nu. C'est une façon de limiter l'érosion du sol et d'empêcher d'autres herbes de pousser. Puis, au moment de semer, on fait passer un outil qui couche le couvert végétal. Celui-ci, laissé au sol, va alors se dégrader, formant un paillage qui limitera, à son tour, la végétation. Les graines semées simultanément, elles, pourront se développer.

« Nous sommes en train d'essayer trois systèmes : faire passer des disques qui couchent les végétaux ; faire passer une sorte de scalpel (le strip till) qui les coupe à ras du sol, en se limitant simplement à la ligne de semis ; et associer certaines cultures qui permettent aux semis de faire leur place. Nous ne touchons pas à la terre. Il n'y a pas d'outil

miracle qui fonctionne à 100 % mais nous voulons montrer qu'il y a des possibilités. La majorité des agriculteurs n'ont pas envie d'utiliser le glyphosate. »

Manque de moyens

Jérémy Crespel fait partie des agriculteurs engagés dans ces expérimentations. Lui est basé dans le sud de la Somme, à la limite de l'Oise. Sur ses 180 hectares, tout est en bio depuis 2016. Et cette année, il est revenu au non-labour qu'il avait déjà pratiqué dans le passé. *« J'ai commencé les essais sur mes cultures de printemps. Je suis passé avec des disques pour écraser le couvert et j'ai semé du tournesol, du sarrasin, du blé et des féveroles. Mon but, c'est d'améliorer mon sol, car je vois que les sols se dégradent fortement, et d'avoir des méthodes plus durables. Je ne veux plus dépendre de produits qu'il faut acheter, je ne veux plus travailler de nuit avec le pulvérisateur. »* Le cultivateur est aussi intéressé par le « défi technique » : *« Arriver à faire mieux que simplement le non-labour. »*

Combinaison du non-labour avec les principes de l'agriculture biologique, c'était précisément le sujet de la thèse d'agronomie de Laura Vincent-Caboud, conduite dans une démarche participative avec des producteurs céréaliers bio de la vallée du Rhône, et soutenue il y a deux ans. La jeune femme, aujourd'hui chargée de mission agroécologie à la FNAB, a ainsi pu démontrer, en particulier sur de la culture de soja, qu'il était possible de se passer de glyphosate.

La méthode ? Un tracteur muni d'un rouleau à l'avant pour coucher les couverts végétaux, et d'un semoir à l'arrière pour déposer les graines en même temps. Cette combinaison apporte par ailleurs toute une série d'effets bénéfiques, comme un gain de temps de travail.

« Aujourd'hui, on ne met pas les moyens pour tester toutes ces techniques. Il faudrait davantage de recherche publique pour accompagner ces essais. Les agriculteurs ne peuvent pas y arriver tout seuls. Mais beaucoup sont extrêmement intéressés par le sujet. Il y a un gros potentiel. Si l'on arrive à mettre au point les méthodes, le non-labour sans herbicide va se développer. »

On est loin, donc, de la vision manichéenne présentée par Marc Fesneau. *« Il n'y a pas de solution » ?* Il y a

plutôt un gros lobbying en faveur du glyphosate, et un gros manque de moyens mis sur les alternatives.

Amélie Poinssot

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Edwy Plenel